

Deux jours après la remise de ce document, qui attestait les angoisses de Maximilien, il y avait eu conseil au palais impérial. Le général en chef, M. Dano, et M. de Maintenant, inspecteur des finances délégué au Mexique par la France, y avaient été convoqués. L'Empereur était entouré de tous les ministres de la couronne. La scène était pleine de tristesse. M. de Lacunza réclamait hautement de notre Trésor un prêt mensuel de cinq millions. Les représentants de notre gouvernement, en vertu des instructions formelles qui leur avaient été adressées, avaient opposé une fin de non-recevoir. Alors l'Empereur, se jetant dans la discussion, s'écria :

« En faisant abstraction de tous les détails, la question peut se résumer en peu de paroles : « *La banqueroute du Trésor ou l'espoir de le sauver.* » Si les personnages qui représentent la France dans cette réunion, ne veulent pas prendre la responsabilité d'avoir dépensé quelques millions, ils prendront celle d'avoir laissé venir la banqueroute, chose qui, très certainement, n'est pas dans les désirs de l'empereur Napoléon, qui s'est toujours montré l'ami de l'empire.

Le maréchal accorda la moitié du prêt demandé par Maximilien. On a vu quel accueil attendait à Paris l'initiative du général en chef. Pourquoi donc les lettres de l'empereur Napoléon à Maximilien, qui contenaient sans cesse des promesses directes de concours efficace, étaient-elles constamment précédées ou suivies d'ordres émanés de ses ministres, interdisant aux agents français les avances financières ? Pourquoi n'approuvait-on pas le maréchal ? Ce dernier acte de la politique française, qui marquait publiquement un

terme à la période de nos sacrifices financiers, fut suivi d'un grand retentissement au Mexique comme dans les deux mondes ; car ce refus de subsides n'était que le précurseur de l'évacuation de notre corps expéditionnaire. Le gouvernement de Napoléon III commençait à recueillir les fruits de sa politique aventureuse. L'humiliation de notre amour-propre national par le renversement du trône mexicain, tel était désormais le but du cabinet de Washington. La Maison-Blanche n'avait pu oublier que la France avait jadis reconnu le caractère de belligérants aux rebelles du Sud, impatients de tuer le régime républicain pour inaugurer une dictature militaire dont le futur chef, célèbre général confédéré, avait entamé des négociations à Mexico même.

Aujourd'hui que les Yankees triomphaient de la sécession, ils étaient résolus à faire expier chèrement à notre pays comme à Maximilien une imprudente intervention chez la république voisine. Il faut avouer que l'heure était bien choisie par l'opiniâtre sous-secrétaire d'Etat américain, M. Seward. L'opinion publique en France, égarée un instant par les pompeuses déclarations de nos ministres, chargés d'entraîner les crédules souscripteurs vers les deux emprunts mexicains \*, s'était peu à peu éclairée sur la véritable situation militaire et politique du nouvel empire. Si chaque courrier transatlantique apportait à Saint-Nazaire le bruit des succès remportés par nos armes, on savait aussi, à l'aide des corres-

\* Il n'est pas sans intérêt d'indiquer ici que, malgré que ces emprunts eussent été chaudement recommandés au Mexique, pas une famille du pays, pas une maison de commerce ne voulut y souscrire : en un mot, pas une seule obligation n'a pu être placée, même parmi les impérialistes. Les Mexicains ont été plus heureusement inspirés que nos compatriotes !

pondances privées, que les juaristes, favorisés par la compli-  
cité des Etats-Unis et par l'approche de complications mena-  
çantes en Europe, ne se laissaient pas abattre sous les revers  
infligés par nos soldats, et reconquerraient sans peine les por-  
tions de territoire confiées à la seule défense des forces impé-  
rialistes.

D'autre part, notre gouvernement, inquiet déjà des éven-  
tualités du conflit allemand, regrettait d'être privé du con-  
cours de 30,000 hommes aguerris, engagés au delà des mers,  
corps d'armée qu'il avait l'intention, nous sommes fondés à  
le supposer, de maintenir au Mexique d'une façon indéter-  
minée. De plus, il se voyait gêné à l'intérieur par les mani-  
festations de la tribune et de la presse, qui demandaient ins-  
tamment qu'on mît un terme à une entreprise stérile. C'est  
alors que les États-Unis, par l'organe de M. Seward, firent  
entendre une voix impérieuse au cabinet des Tuileries.  
En 1864, ce ministre étranger s'était borné à affirmer à  
M. Drouyn de Lhuys « que le sentiment unanime du peuple  
américain s'opposait à la reconnaissance d'une monarchie au  
Mexique. » A cette heure, plus audacieux, il s'attaquait direc-  
tement à l'intervention française elle-même, et lui faisait com-  
prendre que la prolongation d'une occupation armée pouvait  
devenir grosse de périls.

En effet, le 6 décembre 1865, une note émanée du dépar-  
tement d'État de Washington avait été remise au marquis de  
Montholon, ministre de France; elle exposait, à propos du  
Mexique, les vues de la politique des États-Unis, en ce qui  
concernait le continent américain. Cette note, communiquée  
et méditée au palais des Tuileries, y avait fait sensation.  
Le 9 janvier 1866, notre ministère des affaires étrangères

s'empressait d'expédier à son représentant une réponse à la  
communication de M. Seward. Le gouvernement français  
annonçait « qu'il était disposé à hâter, autant que possible,  
le rappel de ses troupes du Mexique. » Sept jours après, le  
packet emportait M. le baron Saillard, muni d'instructions  
confidentielles pour Mexico.

Non content de cette première victoire, le président John-  
son prescrivait la remise d'une seconde note diplomatique,  
plus pressante encore, à la légation française, en date du  
12 février. Après avoir pris acte du rappel de nos troupes  
posé en principe, il demandait la fixation d'une date précise,  
qui calmât les susceptibilités de ses concitoyens. Comme on  
le voit, Maximilien, sacrifié brusquement, se trouvait désor-  
mais à la merci du caprice de l'Union, maîtresse de la poli-  
tique française sur le continent américain. Ce second docu-  
ment diplomatique, où M. Seward discutait, en quinze  
pages, avec une logique inexorable, tous les arguments dila-  
toires de M. Drouyn de Lhuys, ne laissait aucune porte  
ouverte aux ajournements calculés ou imprévus; et le fond  
aussi bien que la forme en sont trop curieux à étudier au  
point de vue des événements qui vont se dérouler, pour ne  
pas en reproduire ici quelques passages instructifs. La  
lumière qui en rejaillira suffira pour éclairer toute la scène.

*Note de M. Seward au marquis de Montholon, ministre de  
France.*

Washington, le 12 février 1866.

Monsieur, j'ai eu l'honneur, le 6 décembre, de vous adresser,  
pour l'information de l'Empereur, une communication écrite au

sujet des affaires du Mexique, en tant qu'elles sont affectées par la présence des forces armées de la France dans ce pays.

M. Drouyn de Lhuys nous assure que le gouvernement français est disposé à hâter, autant que possible, le rappel de ses troupes du Mexique. Nous saluons cette notification comme une promesse éventuelle d'épargner désormais à notre gouvernement les appréhensions et les inquiétudes sur lesquelles j'insistais dans la communication que M. Drouyn de Lhuys a eu à considérer.

Il est toutefois de mon devoir de maintenir que, quelles que fussent les intentions, le but et les motifs de la France, les moyens adoptés par une certaine classe de Mexicains pour renverser le gouvernement républicain de leur pays et pour profiter de l'intervention française en vue d'établir une monarchie impériale sur les ruines de ce gouvernement l'ont été, aux yeux des Etats-Unis, sans l'autorisation du peuple mexicain, et ont été mis à exécution contrairement à sa volonté et à son opinion.

Les Etats-Unis n'ont vu aucune preuve satisfaisante que le peuple du Mexique ait parlé, ou qu'il ait établi ou accepté le prétendu empire que l'on soutient avoir été fondé dans sa capitale. Ainsi que je l'ai fait remarquer dans d'autres occasions, les Etats-Unis sont d'avis qu'un pareil assentiment ne pouvait être ni librement obtenu, ni légitimement accueilli à aucune époque, en présence de l'armée française d'invasion. La retraite des forces françaises leur semble nécessaire pour permettre au Mexique de recourir à une manifestation de cette nature. Sans doute, l'Empereur des Français est fondé à définir le point de vue sous lequel il doit engager la situation de ce pays. Celui sous lequel je la présente n'en est pas moins celui que l'Union a adopté. L'Union ne reconnaît donc et ne doit continuer à reconnaître au Mexique que l'ancienne république, et elle ne peut, en aucun cas, consen-

tir à s'engager dans ce qui impliquerait, soit directement, soit indirectement, des relations avec le prince Maximilien institué à Mexico, ou une reconnaissance de ce prince.

Nous sommes ainsi ramenés à la question isolée qui faisait le sujet de ma communication du 6 décembre dernier, savoir, l'opportunité du règlement d'un débat dont la prolongation doit nuire incessamment à l'harmonie et à l'amitié qui ont toujours régné jusqu'ici entre les Etats-Unis et la France. Les Etats-Unis se contentent d'exposer à la France les exigences d'une situation embarrassante au Mexique, et d'exprimer l'espoir qu'elle découvrirait quelque moyen, compatible à la fois avec son intérêt et sa dignité, et avec les principes et l'intérêt des Etats-Unis *pour dégager sans retard cette situation préjudiciable.*

Nous nous en tenons à notre assertion, que la guerre dont il s'agit est devenue une guerre politique entre la France et la république du Mexique, préjudiciable et dangereuse pour les Etats-Unis et pour la cause républicaine, et c'est sous cet aspect et ce caractère seulement que nous en demandons la fin.

Nous regardons l'Empereur comme nous ayant annoncé son intention immédiate de faire cesser le service de ses armées au Mexique, de les rappeler en France et de s'en tenir fidèlement, *sans aucune stipulation ni condition de notre part*, au principe de non-intervention sur lequel il est désormais d'accord avec les Etats-Unis.

J'ajouterai à ces explications que, dans l'opinion du président, la France *n'a que faire de retarder d'un instant* la retraite promise de ses forces militaires du Mexique.

A ne considérer simplement que le point sur lequel notre attention n'a cessé de se concentrer, savoir notre délivrance des embarras du Mexique sans troubler nos rapports avec la France,

nous serons charmés *lorsque l'Empereur nous donnera*, soit par la voie estimée de votre correspondance, soit de toute autre manière, *l'avis définitif de l'époque* à laquelle on pourra compter que finiront les opérations militaires de la France au Mexique.

W. R. SEWARD.

La rudesse de ce message du Nord était étrange; mais elle était la conséquence inévitable de notre politique d'intervention. Les rôles étaient désormais intervertis : l'Union commandait. Jadis c'était la France qui disait fièrement, par la bouche de M. Drouyn de Lhuys, en avril 1864, à M. Dayton, le représentant d'Amérique à Paris : « *Nous apportez-vous la paix ou la guerre?* » répondant ainsi à la résolution du congrès, qui avait voté à l'unanimité contre l'établissement d'une monarchie au Mexique.

La série des humiliations était inaugurée, et, dès la fin de 1865, Maximilien fut secrètement sacrifié. Ce prince, qu'une imprudente ambition avait poussé vers le rivage de la Vera-Cruz, allait tomber victime des défaillances de notre gouvernement, se laissant dicter sa conduite par l'arrogance américaine. En vérité, avant de s'engager dans d'aussi périlleux hasards, n'avait-on pu aisément prévoir cette attitude des États-Unis? Nos hommes d'État avaient-ils besoin d'une rare clairvoyance pour découvrir à l'horizon la grande ombre de la république du Nord, se projetant jusque sur la frontière du Rio-Bravo, et prête à paraître en scène à son heure? Si on savait devoir se résigner aussi facilement au parti de céder la place, parti que la prudence conseilleraient d'adopter à si grande distance de la mère-patrie, était-ce faire acte de générosité que d'entraîner l'archiduc à une perte certaine? D'autre part (ce qui n'était pas moins grave), une retraite

trop brusque devait blesser nos propres troupes dans leur fierté nationale; car on ne pouvait s'attendre à voir nos régiments évacuer successivement, presque l'arme au bras, les centres qu'ils occupaient, sans être émus d'avance des représailles que les familles compromises du pays pourraient subir de la part des libéraux vainqueurs, et sans gémir de se voir reculer devant les bravades des Américains; c'était là, disons-le hautement, ouvrir à nos soldats une mauvaise école de guerre, où l'esprit de discussion des actes du commandement subordonné à une humble politique, devait affaiblir forcément l'admirable discipline de notre armée, prompte à s'é-mouvoir avec raison de tout ce qui lui paraît équivoque.

On comprendra donc quel rôle difficile allait échoir au général en chef fatalement placé entre l'accomplissement des ordres de son souverain, auxquels un soldat ne pouvait se soustraire sans forfaire à l'honneur, et le douloureux spectacle d'un trône brisé par un brusque revirement de la politique française intimidée, et hâtant elle-même la destruction de son propre ouvrage. Le maréchal ne se dissimulait pas qu'il allait s'engager dans une voie hérissée d'obstacles, pleine de tristesses, où le sentiment du devoir et la sécurité du corps expéditionnaire, mécontent à bon droit de son attitude passive, devraient se concilier avec tous les égards dus à une grande infortune aigrie par notre soudaine défection.